

HOMMAGE À LA MÉMOIRE DE L'EMPLOYÉE DE L'APC DE KOUBA ASSASSINÉE PAR SON MARI

Les associations féminines se joignent à la mobilisation

Des représentantes d'associations féminines ainsi que les travailleurs et responsables de l'APC de Kouba ont tenu hier un rassemblement pour dénoncer l'assassinat d'une de leurs collègues et «protester contre l'atteinte à sa mémoire et à son honneur», ont clamé les personnes mobilisées.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Tristesse et deuil règnent depuis lundi matin à l'APC de Kouba où travaillait la défunte. Les yeux rouges de larmes, le regard empreint de colère et de désespoir, les collègues de la jeune architecte du service de l'urbanisme, assassinée par son mari dans la nuit de dimanche à lundi, n'arrivaient pas à vaquer à leurs activités habituelles.

Dès 11h du matin, les amis de la défunte ainsi que des représentantes d'associations féminines se sont rassemblés devant l'APC pour exprimer leur soutien à la famille de la victime et surtout pour protester, encore une fois, contre le traitement réservé à l'affaire par un quotidien au lendemain du drame. Présentes hier, les

membres du réseau Wassila et d'autres associations ainsi que des employés de l'APC ont déclaré se porter partie civile pour contester les informations divulguées relatives aux raisons qui ont poussé le mari à commettre l'acte irréparable ainsi que les atteintes à l'honneur et à la moralité de la défunte, «et ce sans que l'enquête ait donné ses résultats», s'insurgent les personnes présentes.

Ces derniers, rassemblés hier, ont crié leur colère en assurant que la jeune femme a été assassinée une deuxième fois. «Ceci d'autant que ses enfants ont eu vent des informations colportées sur leur mère. Ils sont traumatisés, et cette situation n'est pas pour arranger les choses. Pourquoi porter atteinte à la mémoire d'une



Photo: DR

personne qui a été sauvagement assassinée. Sa famille n'a-t-elle pas assez souffert suite à ce drame ?» se sont indignées les personnes rassemblées hier. Présente sur les lieux, la présidente de l'APC de Kouba a exprimé,

pour sa part, son désarroi devant l'ampleur du drame. «Nous sommes tous encore sous le choc de la terrible nouvelle et nous ne comprenons pas qu'on puisse s'avancer à donner des détails sur un crime alors que l'enquête suit

encore son cours», a déclaré la présidente de l'APC, entourée des cadres et employés de la structure. Elle a ajouté que les citoyens de la commune avaient décidé de se joindre au rassemblement mais qu'elle les avait dissuadés de le faire et a souhaité que les personnes présentes se dispersent dans le calme.

Dans le service où travaillait la défunte, ses collègues pleuraient encore hier à chaudes larmes trois jours après le terrible drame. «Nous n'arrivons pas à croire que c'est de Nassima qu'on parle. Elle était une mère exemplaire et n'était préoccupée que par le bien-être de ses enfants dont elle parlait tout le temps. Maintenant, elle a été arrachée à eux de la plus terrible manière», confient ses collègues outrées. Ces dernières se disent décidées à rester mobilisées «jusqu'à ce que les auteurs de la diffamation dont a été victime la jeune femme répondent de leurs actes».

F.-Z. B.

ACCÈS AUX PROJETS D'INVESTISSEMENT

L'élément féminin ne dépasse pas les 10%

Sur les 600 000 PME algériennes existantes, seules 15 % utilisent efficacement les nouvelles technologies de l'information et de la communication, alors que pour l'accès aux projets d'investissement, l'élément féminin ne dépasse pas les 10%.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - La Conférence internationale sur l'entrepreneuriat féminin et les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les PME s'est ouverte hier, mercredi 7 décembre 2011, à l'hôtel Sheraton d'Alger. Cet événement, organisé par l'Association nationale des Algériennes managers et entrepreneurs (AME), en collaboration avec l'ONG américaine Vital Voices, s'inscrit dans le cadre du 2^e programme des ambassadeurs d'entreprises CAP 2011.

Il s'agit d'un programme de formation et d'initiation des femmes chefs d'entreprise dans la région du Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, pour aller de l'avant et développer davantage leurs projets ainsi que des opportunités de partenariat. Une sorte de réseau network qui encourage les échanges d'expériences et le développement économique dans ses plus larges dimensions.

Devant un parterre de personnes issues de différents pays la présidente de l'AME, Khedidja Belhadi, a fait part des difficultés des femmes chefs d'entreprise ou porteuses de projets à accéder à certains créneaux, notamment le crédit bancaire. «Presque toutes les jeunes étudiantes ou femmes por-

teuses de projets qui sont passées par notre association pour l'aboutissement de leur business ont fait preuve de réussite et surtout de correction quand au remboursement des prêts bancaires. Donc, pourquoi continuons-nous à ne pas leur faire confiance si leurs projets se concrétisent toujours et qu'elles remboursent leurs dettes ?», a-t-elle martelé. Même son de cloche chez Gillian Robinson, coordinatrice de programme au niveau de Vital Voices, qui pense qu'il existe en Algérie, comme au niveau de la majorité des pays du Moyen-Orient et l'Afrique du Nord où ce programme suit son cours, des

difficultés d'accès aux projets d'investissement et aux crédits bancaires pour la femme.

Ces indications ont été confortées en marge de la rencontre par M. Moussaoui, directeur général de l'Agence nationale de promotion de la petite et moyenne entreprise (Andpme), qui a fait savoir que l'élément féminin représente 10 % du taux d'accès aux projets d'investissement dégagés. Quant au recours à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, selon toujours ce responsable, seules 15 % des 600 000 PME exis-

tantes en font usage. Ce dernier expliquera à l'occasion que la seule acquisition d'un matériel technologique sophistiqué ne veut en aucune manière dire que nous sommes dans l'air du temps, au contraire le plus important est d'abord de savoir en faire usage pour gagner en matière de temps de coût et autres avantages.

Enfin, M. Moussaoui a indiqué qu'en plus du programme de remise à niveau des PME, un autre est en cours d'élaboration pour la généralisation de l'utilisation efficace des TIC dans les PME.

M. M.

L'ASSOCIATION DES INVENTEURS ALGÉRIENS L'AMBITIONNE 100 000 créations réalisées d'ici le 5 juillet

Cent mille inventions devraient être identifiées et réalisées d'ici le 5 juillet 2012. C'est ce que l'Association des inventeurs algériens ambitionne dans la perspective du cinquantenaire de l'indépendance nationale.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon le président de cette association, Mohamed Kharoubi, qui intervenait hier à la salle Ali-Maâchi au Palais des expositions (Pins-Maritimes), lors de la Journée nationale de l'innovation, il s'agit de contribuer à la création de plusieurs dizaines de milliers de PME. Soit valoriser davantage l'important gisement d'inventivité en Algérie, constitué d'inventeurs tant formés dans les établissements d'enseignement qu'autodidactes et dont le nombre reste encore imprécis.

Cela même si plus d'un millier d'inventeurs et créateurs sont, selon cet intervenant, pris en charge au niveau de l'Institut national de la propriété industrielle (INAPI). Pour autant, les inventeurs rencontrent encore des contraintes, notamment la difficulté pour les chômeurs de pouvoir payer la taxe de dépôt de demande de brevet, fixée à 12 600 DA, et l'absence d'accompagnement bancaire, au-delà du coût élevé de la procédure de protection à l'international. Egalement, la capacité de réaliser des prototypes industriels reste incertaine, même si des discussions sont en cours entre cette association et des institutionnels et indus-

triels. Et malgré l'engagement, inédit, du groupe privé Benhamadi, spécialisé notamment dans l'électronique, dans la réalisation d'un prototype et la commercialisation prochaine de l'invention de l'Algérien Abdelali Chekkar (un système de détection et arrêt des fuites de gaz industrielles et domestiques). En fait, la valorisation du potentiel inventif algérien reste encore embryonnaire, malgré le développement de centres d'ap-

puis technologiques et d'innovation et les efforts de l'INAPI en matière de protection de la création. Malgré ce contexte contraignant, des inventeurs et des PME innovantes sortent du lot, tels les récipiendaires, hier en fin de journée, des Trophées et du Prix national de l'innovation décernés sous l'égide du ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement.

C. B.

BÉJAÏA

La LADDH dénonce l'administration

Initialement programmée par le bureau local de la LADDH de Béjaïa pour ce samedi 10 décembre dans le cadre de la commémoration du 63^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la conférence publique que devait animer M^e Hocine Zehouane, président de la LADDH, à la maison de la culture Taos-Amrouche n'a toujours pas reçu «d'autorisation» de l'administration de wilaya, selon des militants de la ligue. Pour cause, explique le bureau de la LADDH de Béjaïa dans une déclaration rendue publique, «après avoir déposé un ensemble de documents exigés le 4 décembre dernier par les services des associations et la Drag pour la délivrance de l'autorisation, la direction de la réglementation et le wali de Béjaïa informent que l'autorisation est soumise à l'avis du ministre de l'Intérieur et que la demande n'a toujours

pas reçu de réponse». Soupçonnant une tentative de décourager la LADDH à célébrer cette journée consacrée aux droits de l'Homme, le bureau de Béjaïa exprime sa vive inquiétude sur «les intentions» de l'administration. «Ces péripéties ne sont que l'avant-goût de la nouvelle loi sur les associations qui révèlent les véritables intentions du gouvernement à verrouiller le champ associatif», estiment les rédacteurs du document. Le bureau de Béjaïa de la LADDH réaffirme sa détermination à poursuivre son œuvre pour la défense et la vulgarisation des droits de l'Homme qui constitue, s'indigne-t-on, «malheureusement aux yeux du pouvoir une question subversive, alors qu'il s'enorgueillit devant les instances internationales du processus des réformes et du respect des droits de l'Homme».

A. K.

AVIS DE DÉCÈS

La famille Alilat, parents et alliés de Sidi-Aïch, Béjaïa et Paris, ont la douleur d'annoncer le décès du moudjahid Alilat Rachid «dit Rachid UGTA» fils de Abderrahmane «dit Chérif» survenu le 07.12.2011 à l'âge de 79 ans. Il fut à la Wilaya III de 1955 à 1962 et de nouveau au service de son pays jusqu'à sa retraite. L'enterrement aura lieu le jeudi 08.12.2011 à Ikhlidjen Tinebdar, daïra de Sidi-Aïch, wilaya de Béjaïa. La levée du corps se fera à 12h15 à son domicile à Sidi-Aïch.

Que Dieu Lui accorde Sa Miséricorde et l'accueil en Son Vaste Paradis.